

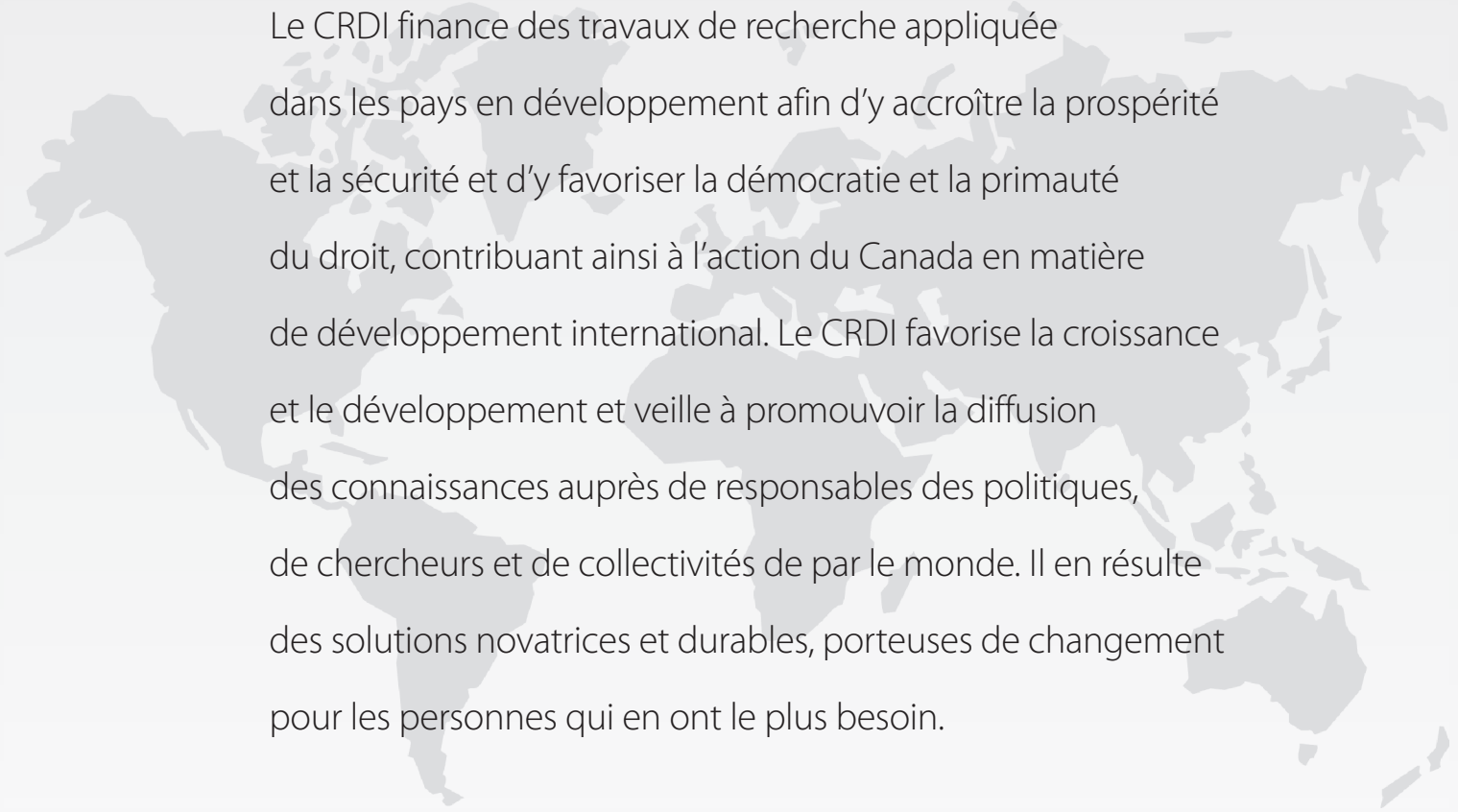


Rapport financier trimestriel

pour le trimestre qui a pris fin
le 31 décembre 2014

CRDI

De la recherche à l'action



Le CRDI finance des travaux de recherche appliquée dans les pays en développement afin d'y accroître la prospérité et la sécurité et d'y favoriser la démocratie et la primauté du droit, contribuant ainsi à l'action du Canada en matière de développement international. Le CRDI favorise la croissance et le développement et veille à promouvoir la diffusion des connaissances auprès de responsables des politiques, de chercheurs et de collectivités de par le monde. Il en résulte des solutions novatrices et durables, porteuses de changement pour les personnes qui en ont le plus besoin.

Table des matières

ANALYSE DE LA DIRECTION

- 3 Introduction
- 4 Résultats
- 5 Vue d'ensemble consolidée
- 11 Évolution de la situation du Centre
- 11 Gestion du risque
- 12 Perspectives

ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS, NON AUDITÉS

- 13 Déclaration de responsabilité de la direction
- 14 État intermédiaire résumé de la situation financière
- 15 État intermédiaire résumé du résultat global
- 16 État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres
- 17 État intermédiaire résumé des flux de trésorerie
- 18 Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

Analyse de la direction

Introduction

L'analyse de la direction consiste en un compte rendu des résultats financiers du Centre de recherches pour le développement international (le Centre) et de l'évolution de la situation de l'organisme au cours du troisième trimestre qui a pris fin le 31 décembre 2014. Le Centre a préparé ce rapport conformément à ce que stipule le paragraphe 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada.

L'information financière présentée dans le présent document de même que les états financiers intermédiaires résumés, non audités, ont été préparés conformément aux normes en matière de comptabilisation et d'évaluation qui sont applicables en vertu des normes internationales d'information financière (normes IFRS). Toutes les sommes sont exprimées en dollars canadiens. Le Centre recommande de lire ce rapport en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés, non audités (qui débutent à la page 13). L'information et les divulgations contenues dans le *Rapport annuel 2013-2014* s'appliquent au trimestre sur lequel porte le présent rapport trimestriel, à moins d'indication contraire.

Budget 2014-2015 du CRDI

Le budget initial de l'exercice 2014-2015 a été établi et approuvé avant le début de l'exercice. C'est sur ce budget que sont fondées les sommes budgétaires qui ont été présentées dans le Rapport annuel 2013-2014. Ainsi que l'illustre le tableau 1, le budget initial a été révisé au milieu de l'exercice par suite de modifications apportées aux prévisions de départ en fonction de l'information plus à jour dont on disposait. Le budget révisé est le budget sur lequel se fondent tous les gestionnaires. La baisse observée dans les produits découle principalement de nouvelles prévisions en ce qui concerne les contributions de bailleurs de fonds attendus. Le budget des charges a également été rajusté, de manière à tenir compte de prévisions actualisées en matière de charges.

TABLEAU 1. BUDGET RÉVISÉ

(en milliers de dollars)	Budget initial 2014-2015	Budget révisé 2014-2015	Amendements au budget
Produits	70 217	67 441	(2 776)
Moins les charges	259 921	255 952	3 969
Coûts d'exploitation	(189 704)	(188 511)	1 193
Plus le crédit parlementaire	188 020	188 024	4
Résultats d'exploitation nets	(1 684)	(487)	1 197

Résultats

Figure 1. Aperçu de la situation financière

(pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre)

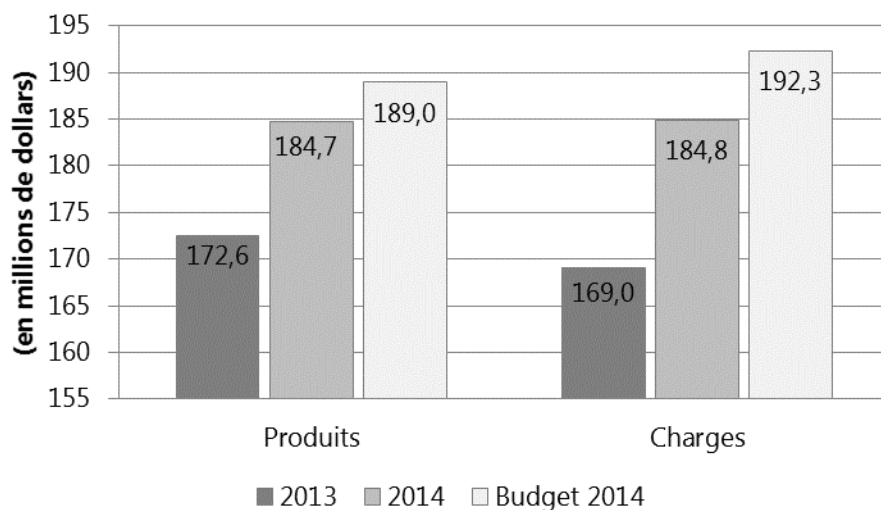


TABLEAU 2. APERÇU DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars)	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre		Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget révisé 2014-2015 ^a
	Réalisations 2013	Réalisations 2014		
Produits	38 354	48 120	25.5%	67 441
Charges	169 015	184 839	9.4%	255 952
Côuts d'exploitation	(130 661)	(136 719)	(4.6%)	(188 511)
Crédit parlementaire	134 213	136 584	1.8%	188 024
Résultats d'exploitation nets	3 552	(135)	103.8%	(487)

^a Pour plus de détails sur le budget révisé, se reporter à la page 3.

Vue d'ensemble consolidée

Produits

TABLEAU 3. PRODUITS

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre				Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre				Budget révisé 2014-2015 ^a
	2013		2014		2013		2014		
	Réalisations	Budget révisé	Réalisations	Écart en % d'un exercice à l'autre	Réalisations	budget révisé	Réalisations	Écart en % d'un exercice à l'autre	
Crédit parlementaire	65 117	40 434	44 863	(31,1 %)	134 213	137 548	136 584	1,8 %	188 024
Contributions de bailleurs de fonds	14 571	17 167	24 645	69,1 %	37 741	50 839	47 209	25,1 %	66 685
Produits financiers et autres produits	185	407	432	133,5 %	613	591	911	48,6 %	756
Total des produits	79 873	58 008	69 940	(12,4 %)	172 567	188 978	184 704	7,0 %	255 465

^a Pour plus de détails sur le budget révisé, se reporter à la page 3.

Les produits du Centre proviennent de diverses sources : crédit parlementaire, contributions de bailleurs de fonds, le rendement tiré des placements et autres sources (qui comprennent les intérêts et divers autres produits).

Au cours de la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2014, la portion du **crédit parlementaire** reçue s'est élevée à 136,6 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 1,8 % par rapport à celle reçue à la période correspondante de l'exercice 2013-2014, qui était de 134,2 millions de dollars (se reporter au tableau 4). La **partie récurrente** du crédit parlementaire du Centre pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2014 a augmenté de 0,8 million de dollars (soit 0,8 %) par rapport à ce qu'elle était à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable aux variations saisonnières des besoins de financement qui déterminent le montant du prélèvement sur le crédit parlementaire. La hausse de 2,1 millions de dollars (soit 5,6 %) du montant réel du cumul à ce jour de la **partie non récurrente** du crédit parlementaire est presque entièrement imputable aux versements effectués au titre du Fonds d'innovation pour le développement (FID).

TABLEAU 4. CRÉDIT PARLEMENTAIRE

(en milliers de dollars)	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre			Budget révisé 2014-2015 ^a
	Réalisations 2013	Réalisations 2014	Écart en % d'un exercice à l'autre	
Partie récurrente	96 032	96 829	0.8 %	136 006
Partie non récurrente	37 654	39 755	5.6 %	52 018
Portion du crédit reçue	133 686	136 584	2.2 %	188 024
Portion du crédit amortie	527	-	(100.0 %)	-
Portion du crédit comptabilisée	134 213	136 584	1.8 %	188 024
Portion du crédit à recevoir	68 484	51 440	(24.9 %)	-

^a Pour plus de détails sur le budget révisé, se reporter à la page 3.

Le tableau 5 rend compte de l'utilisation du crédit parlementaire au cours de la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2014.

TABLEAU 5. UTILISATION DE LA PORTION DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE REÇUE

(en milliers de dollars)	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre		Budget révisé 2014-2015 ^a
	Réalisations 2013	Réalisations 2014	
Total des charges	169 015	184 839	255 952
Moins les charges financées par des bailleurs de fonds	37 741	47 209	66 685
Renflouement de la réserve financière	131 274	137 630	189 267
Somme ayant servi à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	4 465	(19)	(500)
Somme totale nécessaire	137 003	138 220	189 967
Portion du crédit parlementaire reçue	133 686	136 584	188 024
Somme non utilisée (manque à gagner)	(3 317)	(1 636)	(1 943)

^a Pour plus de détails sur le budget révisé, se reporter à la page 3.

Conformément au tableau 5, nous étions sur la bonne voie au 31 décembre 2014. Le manque à gagner prévu de 1,9 million de dollars pour l'exercice financier 2014-2015 dans le tableau 5 sera

couvert par les autres revenus du Centre et par des diminutions de la valeur comptable nette des immobilisations (se reporter au tableau 9).

Au troisième trimestre, les produits provenant de **contributions de bailleurs de fonds** ont augmenté de 69,1 % d'un exercice à l'autre (se reporter au tableau 3). Au cours de la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2014, les contributions des bailleurs de fonds ont augmenté de 25,1 % pour totaliser 47,2 millions de dollars par rapport à 24,6 millions pour la même période en 2013-2014. Les contributions des bailleurs de fonds reçues à l'avance sont comptabilisées comme des produits lorsque les charges connexes sont engagées (se reporter à l'explication des écarts fournie dans la partie portant sur les charges, ci-dessous). En ce qui concerne ce trimestre, les produits provenant des contributions des bailleurs de fonds sont plus près de la cible et l'écart entre le budget cumulatif et les réalisations est principalement dû au fait que les dépenses relatives à quelques programmes d'envergure ont été retardées.

Charges

Les charges sont réparties entre deux grandes rubriques: programmation en recherche pour le développement et services généraux et administratifs.

TABLEAU 6. CHARGES

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre				Période de neuf mois qui a pris fin el 31 décembre				Budget révisé 2014-2015 ^a
	2013		2014		Écart en % d'un exercice à l'autre	2013		Écart en % d'un exercice à l'autre	
	Réalisations	Budget révisé	Réalisations			Réalisations	Budget révisé		
Programmation en recherche pour le développement									
Projets de recherche									
Financés par le crédit parlementaire	43 589	32 031	30 289	(30.5 %)	90 265	100 852	98 287	8.9 %	135 583
Financés par des contributions de bailleurs de fonds	12 068	13 868	21 084	74.7 %	30 857	42 420	39 244	27.2 %	55 368
Renforcement des capacités									
Renforcement des capacités de recherche	8 590	7 548	8 648	0.7 %	26 086	26 781	25 577	(2.0 %)	35 482
Éléments complémentaires de la recherche	2 161	2 360	2 161	0.0 %	6 783	6 987	6 567	(3.2 %)	9 153
	66 408	55 807	62 182	(6.4 %)	153 991	177 040	169 675	10.2 %	235 586
Services généraux et administratifs	5 050	5 070	5 115	1.3 %	15 024	15 305	15 164	0.9 %	20 366
Total des charges	71 458	60 877	67 297	(5.8 %)	169 015	192 345	184 839	9.4 %	255 952

^a Pour plus de détails sur le budget révisé, se reporter à la page 3.

Pour la période de neuf mois ayant pris fin le 31 décembre 2014, les **charges au titre des projets de recherche financés par le crédit parlementaire** ont été inférieures aux prévisions budgétaires et supérieures aux réalisations de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse d'un exercice à l'autre est directement attribuable aux charges afférentes au Fonds d'innovation pour le développement (FID).

TABLEAU 7. PROJETS DE RECHERCHE FINANCÉS PAR LE CRÉDIT PARLEMENTAIRE

	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre			Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget révisé 2014-2015 ^a	
	2013		2014			
	Réalisations	Budget révisé	Réalisations			
Projet de recherche	69 697	67 014	64 449	(7,5 %)	91 444	
Fonds d'innovation pour le développement	20 568	33 838	33 838	64,5 %	44 139	
Total financé par le crédit parlementaire	90 265	100 852	98 287	8,9 %	135 583	

^a Pour plus de détails sur le budget révisé, se reporter à la page 3.

Le tableau 7 fournit plus de précisions sur les charges relatives aux projets de recherche financés par le crédit parlementaire mentionnées au tableau 6. L'écart par rapport aux prévisions budgétaires est considéré comme acceptable compte tenu des facteurs qui influent sur l'établissement du budget. Les versements ayant trait au FID sont conformes au budget.

Les charges réelles au titre des projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds excèdent la cible pour le trimestre, rattrapant ainsi le retard de certains des

paiements. Elles demeurent en deçà de ce qui était prévu au budget pour la période, car les dépenses relatives à quelques programmes d'envergure s'étalant sur plusieurs années ont été retardées. L'écart devrait être presque entièrement comblé d'ici la fin de l'exercice financier. Le budget des produits et des charges afférents aux contributions de bailleurs de fonds a été révisé en fonction de l'information plus à jour dont on disposait. La hausse d'un exercice à l'autre pour le trimestre et pour le budget cumulatif était attendue, donc les prévisions budgétaires pour l'exercice étaient supérieures aux réalisations de l'exercice financier 2013-2014.

Les **charges au titre du renforcement des capacités de recherche** ont diminué d'un exercice à l'autre, pour la période de neuf mois se terminant le 31 décembre 2014. La baisse observée dans les réalisations et les charges inférieures par rapport aux prévisions budgétaires découlent des coûts de déplacements moindres que ceux qui étaient prévus. D'autres économies s'expliquent par des salaires et avantages sociaux moindres en raison de postes temporairement vacants et des restrictions en matière de dotation.

Les **charges au titre de la composante éléments complémentaires de la recherche** au cours de la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2014 ont diminué de 3,2 % (se reporter au tableau 6) par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse de même que le léger écart observé entre le budget cumulatif et les réalisations sont reliés au moment où les activités sont réalisées au cours de l'exercice.

En ce qui a trait aux **services généraux et administratifs**, les charges réelles du troisième trimestre et de la période de neuf mois ayant pris fin le 31 décembre 2014 ont légèrement augmenté comparativement à 2013. L'écart cumulé par rapport aux prévisions budgétaires est minime (0,9 %) (se reporter au tableau 6).

Situation financière

TABLEAU 8. SOMMAIRE DES ACTIFS ET DES PASSIFS

(en milliers de dollars)	Mars 2014	Décembre 2014	Écart en %
Courants	61 622	58 037	(5,8 %)
Non courants	10 688	10 004	(6,4 %)
Total des actifs	72 310	68 041	(5,9 %)
Courants	50 028	45 199	(9,7 %)
Non courants	5 683	6 378	12,2 %
Total des passifs	55 711	51 577	(7,4 %)

Au 31 décembre 2014, le total des **actifs** avait diminué de 5,9 % (passant de 72,3 millions de dollars à 68 millions) par rapport à ce qu'il était au 31 mars 2014. La baisse des actifs courants a surtout trait à la trésorerie et découle de besoins opérationnels (voir le tableau 10, Sommaire

des flux de trésorerie). La diminution des besoins en liquidités liés à l'exploitation est en grande partie reliée à des créances (de bailleurs de fonds) et des placements plus élevés.

Le total des **passifs** a diminué de 4,1 millions de dollars (ou 7,4 %) par rapport au 31 mars 2014, ce qui représente une diminution des créditeurs et cache une augmentation au titre des produits reportés pour les projets et programmes financés par des contributions de bailleurs de fonds.

TABLEAU 9. CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars)	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre			Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget révisé 2014-2015 ^a
	2013	2014			
	Réalisations	Budget	Réalisations		
Non affectés	(529)	1 184	779	(247,3 %)	890
Affectés à l'interne	1 133	1 114	1 120	(1,1 %)	1 117
Nets investis en immobilisations	9 929	10 345	10 004	0,8 %	9 525
Réservés	5 171	4 580	4 561	(11,8 %)	4 580
Total des capitaux propres	15 704	17 223	16 464	4,8 %	16 112

^a Pour plus de détails sur le budget révisé, se reporter à la page 3.

Les **capitaux propres affectés à l'interne** qui sont destinés à des activités de programmation et d'exploitation spéciales s'élevaient pratiquement au même montant qu'au début de l'exercice. Comme cela était précisé dans le *Rapport annuel 2013-2014*, les capitaux propres affectés à l'interne sont entièrement destinés à la bourse John G. Bene en foresterie communautaire.

C'est dans les **capitaux propres nets investis en immobilisations**, qui s'élèvent à 10 millions de dollars, qu'est isolée la partie des capitaux propres qui représente les investissements nets du Centre dans des immobilisations. Cette catégorie de capitaux propres compense les charges d'amortissement futures des immobilisations; il ne s'agit pas de liquidités, cette somme correspondant à la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles qui figure dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière.

Au 31 décembre 2014, les **capitaux propres réservés** étaient inférieurs de 0,4 % à ce qu'ils étaient à la fin du troisième trimestre de 2013. Une partie des capitaux propres réservés du dernier exercice a servi aux fins prévues, à savoir l'acquisition d'immobilisations incorporelles. Cette catégorie de capitaux propres a pour but d'affecter un fonds de roulement pour que les activités d'exploitation du Centre soient à l'abri des répercussions possibles d'importantes fluctuations dans les charges de programme.

Les **capitaux propres non affectés** correspondent au solde résiduel du total des capitaux propres, une fois les sommes nécessaires attribuées aux capitaux propres affectés à l'interne et aux capitaux propres réservés. Ce solde est attribuable à l'écart entre le moment prévu pour les charges reliées aux projets et celui où elles ont réellement été engagées et entre le moment

prévu pour les produits provenant du crédit parlementaire et celui où ils ont réellement été comptabilisés (se reporter au tableau 5). Les capitaux propres non affectés ont été renfloués en octobre 2014, quand le prélèvement a été effectué sur le crédit parlementaire.

Flux de trésorerie

TABLEAU 10. SOMMAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Écart en \$ d'un exercice à l'autre	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre		Écart en \$ d'un exercice à l'autre
	Réalisations 2013	Réalisations 2014		Réalisations 2013	Réalisations 2014	
Résultats d'exploitation nets	8 415	2 643	(5 772)	3 552	(135)	(3 687)
Variation des autres éléments que la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(193)	(5 802)	(5 609)	(2 331)	(10 624)	(8 293)
Rentrées (Sorties) de fonds liées aux activités d'exploitation	8 222	(3 159)	(11 381)	1 221	(10 759)	(11 980)
Achats de placements	-	(15 893)	(15 893)	(25 178)	(25 831)	(653)
Placements arrivés à échéance	10 468	8 928	(1 540)	66 099	16 425	(49 674)
Autres	(908)	(174)	734	(1 334)	(576)	758
Rentrées (Sorties) de fonds liées aux activités d'investissement	9 560	(7 139)	(16 699)	39 587	(9 982)	(49 569)
Augmentation(Diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	17 782	(10 298)	(28 080)	40 808	(20 741)	(61 549)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	23 607	32 921	9 314	581	43 364	42 783
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	41 389	22 623	(18 766)	41 389	22 623	(18 766)

Pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2014, les **activités d'exploitation** ont eu pour effet de diminuer la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 10,8 millions de dollars. Cette baisse de liquidités résulte d'une augmentation des créances et des produits reportés ainsi que d'une diminution des créditeurs et charges à payer.

En ce qui concerne les flux de trésorerie liés aux **activités d'investissement** pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2014, il y a eu diminution de 10 millions de dollars en raison de l'achat de placements, qui est indiqué dans l'état intermédiaire résumé des flux de trésorerie à la page 17. Il y a lieu de noter que le gros des liquidités et des placements dont le Centre dispose au 31 décembre doit être réduit du montant des produits reportés, qui correspondent aux contributions des bailleurs de fonds qui n'ont pas été dépensées.

Évolution de la situation du Centre

Aucun changement important ne s'est produit au cours du troisième trimestre.

Gestion du risque

Il n'y a eu aucun changement important en ce qui concerne les risques d'ordre organisationnel par rapport aux risques mentionnés dans l'analyse de la direction dans le *Rapport annuel 2013-2014*.

Perspectives

Les autres aspects du contexte dans lequel évolue le Centre sont les mêmes que ceux qui sont décrits dans le *Rapport annuel 2013-2014*.

États financiers intermédiaires résumés, non audités

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels résumés qui, nous le confirmons, ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada.

La direction a mis en place des contrôles internes qui visent à faire en sorte que les états financiers trimestriels résumés soient exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel résumé visant la période qui a pris fin le 31 décembre 2014 concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels résumés.

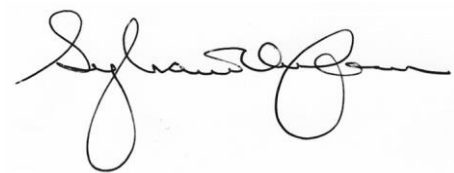
À notre connaissance, ces états financiers trimestriels résumés, non audités, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie du Centre, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels résumés.

Le président du Centre,

Handwritten signature of Jean Lebel in black ink.

Jean Lebel, Ph.D.

Le vice-président, Ressources, et chef de la direction financière,

Handwritten signature of Sylvain Dufour in black ink.

Sylvain Dufour, ing., CPA, CMA, M.Sc.

Ottawa, Canada
Le 9 février 2015

État intermédiaire résumé de la situation financière

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

au

	<u>31 décembre 2014</u>	<u>31 mars 2014</u>
Actifs		
Courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22 623	43 364
Placements	21 908	12 502
Créances	12 671	4 765
Frais payés d'avance	835	991
	<u>58 037</u>	<u>61 622</u>
Non courants		
Immobilisations corporelles	7 107	7 553
Immobilisations incorporelles	2 897	3 135
	<u>68 041</u>	<u>72 310</u>
Passifs		
Courants		
Créditeurs et charges à payer	13 111	25 383
Produits reportés (note 5)	32 088	24 645
	<u>45 199</u>	<u>50 028</u>
Non courants		
Produits reportés (note 5)	2 161	1 387
Avantages du personnel	4 217	4 296
	<u>51 577</u>	<u>55 711</u>
Capitaux propres		
Non affectés	779	214
Affectés à l'interne	1 120	1 117
Nets investis en immobilisations	10 004	10 688
Réservés	4 561	4 580
	<u>16 464</u>	<u>16 599</u>
	<u>68 041</u>	<u>72 310</u>
Engagements (note 8)		
Éventualités (note 9)		

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés

État intermédiaire résumé du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)

(non audité)

	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Produits				
Contributions de bailleurs de fonds (note 6)	24 645	14 571	47 209	37 741
Produits financiers et autres produits	432	185	911	613
	<u>25 077</u>	<u>14 756</u>	<u>48 120</u>	<u>38 354</u>
Charges				
Programmation en recherché pour le développement (note 10)				
<i>Projets de recherche</i>				
Financés par le crédit parlementaire	30 289	43 589	98 287	90 265
Financés par des contributions de bailleurs de fonds	21 084	12 068	39 244	30 857
<i>Renforcement des capacités</i>				
Renforcement des capacités de recherche	8 648	8 590	25 577	26 086
Éléments complémentaires de la recherche	2 161	2 161	6 567	6 783
	<u>62 182</u>	<u>66 408</u>	<u>169 675</u>	<u>153 991</u>
Services généraux et administratifs (note 10)				
Services généraux	4 290	4 260	12 702	12 545
Administration des bureaux régionaux	825	790	2 462	2 479
	<u>5 115</u>	<u>5 050</u>	<u>15 164</u>	<u>15 024</u>
Total des charges	<u>67 297</u>	<u>71 458</u>	<u>184 839</u>	<u>169 015</u>
Coûts d'exploitation avant le crédit parlementaire	(42 220)	(56 702)	(136 719)	(130 661)
Crédit parlementaire (note 7)	<u>44 863</u>	<u>65 117</u>	<u>136 584</u>	<u>134 213</u>
Résultats d'exploitation nets	<u>2 643</u>	<u>8 415</u>	<u>(135)</u>	<u>3 552</u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Capitaux propres non affectés				
Au début de la période	(2 137)	(9 708)	214	—
Résultats d'exploitation nets	2 643	8 415	(135)	3 552
Virement aux (des) autres catégories de capitaux propres	273	764	700	(4 081)
Solde à la fin de la période	779	(529)	779	(529)
Capitaux propres affectés à l'interne				
Au début de la période	1 117	1 130	1 117	1 171
Augmentation (Diminution) nette	3	3	3	(38)
Solde à la fin de la période	1 120	1 133	1 120	1 133
Capitaux propres nets investis en immobilisations				
Au début de la période	10 261	9 859	10 688	10 275
(Diminution) Augmentation nette	(257)	70	(684)	(346)
Solde à la fin de la période	10 004	9 929	10 004	9 929
Capitaux propres réservés				
Au début de la période	4 580	6 008	4 580	706
(Diminution) Augmentation nette	(19)	(837)	(19)	4 465
Solde à la fin de la période	4 561	5 171	4 561	5 171
Capitaux propres à la fin de la période	16 464	15 704	16 464	15 704

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

(non audité)

	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Activités d'exploitation				
Résultats d'exploitation nets	2 643	8 415	(135)	3 552
Éléments sans incidence sur la trésorerie				
Amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles	439	697	1 293	1 539
Amortissement de la prime d'émission d'obligations	—	—	—	96
(Gain) Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	(8)	140	(32)	140
Avantages du personnel	(16)	(57)	(79)	(68)
	415	780	1 182	1 707
Variation des éléments d'exploitation hors trésorerie				
Créances	(2 066)	(2 703)	(7 906)	(5 142)
Frais payés d'avance	60	299	155	922
Créditeurs et charges à payer	216	(4 499)	(12 272)	(15 186)
Produits reportés	(4 427)	5 930	8 217	15 368
	(6 217)	(973)	(11 806)	(4 038)
(Sorties) Rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation	(3 159)	8 222	(10 759)	1 221
Activités d'investissement				
Achat de placements	(15 893)	—	(25 831)	(25 178)
Placements arrivés à échéance	8 928	10 468	16 425	66 099
Acquisition d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles	(182)	(838)	(609)	(1 264)
(Coûts) produits nets de la cession d'immobilisations corporelles	8	(70)	33	(70)
(Sorties) Rentrées de fonds liées aux activités d'investissement	(7 139)	9 560	(9 982)	39 587
(Diminution) Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(10 298)	17 782	(20 741)	40 808
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	32 921	23 607	43 364	581
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	22 623	41 389	22 623	41 389
Composés de				
Trésorerie	22 623	41 389	22 623	41 389
Équivalents de trésorerie	—	—	—	—
	22 623	41 389	22 623	41 389

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(non audité)

du trimestre qui a pris fin le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

1. Informations sur la société

Le Centre de recherches pour le développement international (le Centre) est une société d'État canadienne sans capital-actions créée en 1970 par le Parlement du Canada qui a promulgué, à cette fin, la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*. Organisme de bienfaisance enregistré, le Centre est exonéré d'impôt en vertu de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

2. Pouvoirs et mission

Les activités du Centre sont financées principalement au moyen d'un crédit annuel reçu du Parlement du Canada. En vertu du paragraphe 85(1.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Centre n'est pas assujéti aux sections I à IV de la partie X de cette loi, exception faite des articles 89.8 à 89.92, du paragraphe 105(2) et des articles 113.1, 119, 131 à 148 et 154.01.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en oeuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions.

3. Mode de présentation des états financiers

Les états financiers intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens, et toutes les valeurs sont arrondies au millier de dollars le plus proche, sauf indication contraire.

Les présents états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, en se fondant sur les normes en matière de comptabilisation et d'évaluation prévues par les normes internationales d'information financière (normes IFRS) telles que publiées par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI), et conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada. Les états financiers n'ont été ni examinés ni audités par les auditeurs externes du Centre.

Ces états financiers intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, à moins d'indication contraire, et ne comprennent pas toute l'information et toutes les divulgations que doivent comporter les états financiers annuels complets. Les conventions comptables suivies pour la préparation des présents états financiers intermédiaires résumés correspondent à celles qui ont été suivies pour la préparation des états financiers annuels du Centre au 31 mars 2014. Les états financiers intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels audités du Centre au 31 mars 2014.

Le Centre subventionne des activités de renforcement des capacités visant à rendre les pays en développement autonomes pour ce qui est de l'exécution de la recherche. La plus grande partie de son financement provient du Parlement du Canada. Le crédit parlementaire est comptabilisé quand il est reçu ou à recevoir, tandis que les contributions de bailleurs de fonds sont comptabilisées quand elles sont passées en charges aux fins prévues. Les activités du Centre ont un caractère saisonnier. La plupart des charges afférentes à la programmation en recherche pour le développement sont déterminées par différents cycles (universitaire, climatique, agricole), et c'est pourquoi elles n'ont pas tendance à être réparties uniformément au cours de l'exercice.

4. Normes comptables nouvelles et révisées

Le CNCI a publié certaines modifications et améliorations qui s'appliquent aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014 et qui, par conséquent, s'appliquent à l'exercice qui a débuté le 1^{er} avril 2014. Ces modifications et améliorations ne devraient avoir aucun effet sur les états financiers du Centre.

5. Produits reportés

Les produits reportés comprennent la portion non dépensée des fonds reçus ou à recevoir au titre des activités financées par des contributions de bailleurs de fonds.

	<u>31 décembre 2014</u>	<u>31 mars 2014</u>
Contributions de bailleurs de fonds au financement de programmes de recherche pour le développement		
Produits courants	32 088	24 645
Produits non courants	2 161	1 387
	<u>34 249</u>	<u>26 032</u>

6. Contributions de bailleurs de fonds

Les contributions obtenues de bailleurs de fonds aux fins de programmes de recherche pour le développement sont destinées à des projets de recherche menés ou administrés par le Centre pour le compte d'autres organismes. Les produits et charges comptabilisés à ce titre se répartissent ainsi entre les différents bailleurs de fonds.

	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Department for International Development du Royaume-Uni	10 185	3 525	19 228	7 474
Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada	4 618	5 824	13 367	17 587
Fondation William et Flora Hewlett	5 263	3 129	7 405	7 452
Agence norvégienne de coopération au développement	2 465	—	2 751	—
Fondation Bill et Melinda Gates	680	1 563	2 653	4 010
Autres organismes bailleurs de fonds	1 434	530	1 805	1 218
	24 645	14 571	47 209	37 741

7. Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire annuel approuvé pour l'exercice financier qui prendra fin le 31 mars 2015 s'élève à 188 millions de dollars (226,2 millions de dollars au 31 mars 2014) dont 51,4 millions de dollars (68,5 millions de dollars au 31 mars 2014) peuvent être prélevés. L'affectation bloquée pour l'exercice financier qui prendra fin le 31 mars 2015 est nulle (24 millions de dollars au 31 mars 2014).

	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Portion du crédit parlementaire reçue ou à recevoir au 31 décembre	44 863	64 891	136 584	133 686
Amortissement de la portion du crédit parlementaire reportée pour des projets et des programmes précis	—	226	—	527
Portion du crédit parlementaire comptabilisée dans l'état du résultat	44 863	65 117	136 584	134 213

8. Engagements

a. Engagements au titre des projets de recherche

Le Centre s'est engagé à effectuer des versements de subvention pouvant atteindre 330,2 millions de dollars (316,9 millions au 31 mars 2014) au cours des cinq prochains exercices, dans la mesure où le Parlement et les bailleurs de fonds lui octroient les sommes nécessaires et où les bénéficiaires respectent les conditions des accords de subvention. De cette somme 195,6 millions de dollars (236,7 millions au 31 mars 2014) devraient provenir de crédits parlementaires futurs, le solde de 134,6 millions de dollars (80,2 millions au 31 mars 2014) devant être obtenu en vertu d'accords de contribution conclus avec des bailleurs de fonds.

	31 décembre 2014	31 mars 2014
D'ici un an	150 791	133 640
Dans plus d'un an mais pas plus de cinq ans	179 388	183 279
Total des versements à effectuer	330 179	316 919

b. Autre

Le Centre est tenu de respecter divers accords visant la location de locaux pour des bureaux et divers engagements contractuels relatifs à des produits et services au Canada et à l'étranger. Les accords expirent à des dates différentes, et le dernier prend fin en 2022. Au 31 décembre 2014, les paiements à effectuer en vertu de ces engagements sont les suivants

	<u>31 décembre 2014</u>	<u>31 mars 2014</u>
D'ici un an	8 356	8 702
Dans plus d'un an mais pas plus de cinq ans	31 766	31 897
Dans plus de cinq ans	22 501	28 878
Total des paiements à effectuer	<u><u>62 623</u></u>	<u><u>69 477</u></u>

9. Éventualités

Divers recours sont intentés contre le Centre. En se fondant sur des avis juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que l'issue de ces recours ait des répercussions importantes sur l'état de la situation financière ni sur l'état du résultat global.

10. Tableau des charges

	<u>Trimestre qui a pris fin</u> <u>le 31 décembre</u>		<u>Période de neuf mois</u> <u>qui a pris fin le 31 décembre</u>	
	<u>2014</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Programmation en recherché pour le développement				
Contributions aux projets de recherche	50 516	54 007	132 871	117 563
Salaires et avantages liés aux activités de base	6 386	6 451	19 465	19 945
Salaires et avantages liés aux projets cofinancés ^a	1 304	1 157	4 044	4 089
Services professionnels	489	1 122	3 419	2 565
Locaux	1 017	996	3 059	2 913
Déplacements	981	1 061	2 530	2 968
Amortissement	288	428	859	954
Réunions et conférences	125	184	541	399
Charges liées aux projets cofinancés ^a	762	548	1 830	1 473
Autres	314	454	1 057	1 122
	<u><u>62 182</u></u>	<u><u>66 408</u></u>	<u><u>169 675</u></u>	<u><u>153 991</u></u>
Services généraux et administratifs				
Salaires et avantages	3 397	3 194	10 098	9 949
Locaux	597	539	1 749	1 755
Services professionnels	241	159	760	418
Fournitures de bureau et charges connexes	214	229	703	793
Amortissement	151	269	434	585
Mobilier de bureau, matériel et entretien	91	196	321	483
Déplacements	110	200	270	303
Autres	314	264	829	738
	<u><u>5 115</u></u>	<u><u>5 050</u></u>	<u><u>15 164</u></u>	<u><u>15 024</u></u>
Total des charges	<u><u>67 297</u></u>	<u><u>71 458</u></u>	<u><u>184 839</u></u>	<u><u>169 015</u></u>

^a Il s'agit des coûts reliés au renforcement des capacités de recherche dans le cadre de projets et de programmes cofinancés. Les charges à ce titre s'élevaient à 2 066 \$ pour le trimestre (1 705 \$ au 31 décembre 2013) et à 5 874 \$ pour la période de neuf mois (5 562 \$ au 31 décembre 2013).

COORDONNÉES

Siège du CRDI

ADRESSE POSTALE

CP 8500
Ottawa ON Canada
K1G 3H9

ADRESSE MUNICIPALE

150, rue Kent
Ottawa ON Canada
K1P 0B2

Téléphone : 1 613 236 6163
Télécopieur : 1 613 238 7230
Courriel : info@crdi.ca

Il est possible de communiquer avec les bureaux régionaux du CRDI et de consulter le répertoire des employés à partir de la page [Nous joindre](#) du site Web, à www.crdi.ca.

Ce document est consultable en ligne à www.crdi.ca.

crdi.ca